

INCLUSION
HANDICAP



SGB-FSS
Fédération Suisse
des Sourds

pour personnes
avec handicap **procap**

 **FSA**
Fédération suisse des
aveugles et malvoyants

Union suisse des aveugles
Entraide des aveugles et des malvoyants



UCBAVEUGLES
Union centrale suisse pour
le bien des aveugles

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 19 JANVIER 2018

«NO BILLAG»: VOTATION FÉDÉRALE DU 4 MARS 2018

«No Billag» exclut fortement les personnes handicapées

Sans financement public des médias, il n'y aurait plus de journal télévisé en langue des signes, plus de films en audiodescription et plus de sous-titres pour sourds et malentendants. L'acceptation de l'initiative «No Billag» serait fatale pour les personnes aveugles et sourdes. Leur accès à la culture, aux divertissements et à des informations pour se forger une opinion politique serait ainsi grandement restreint. Par conséquent la Fédération suisse des aveugles et malvoyants (FSA), la Fédération suisse des sourds (SGB-FSS), l'Union centrale suisse pour le bien des aveugles (UCBAVEUGLES), l'Union suisse des aveugles (USA), Procap ainsi que la faitière politique Inclusion Handicap disent clairement «non» à «No Billag».

Un financement public des médias est indispensable pour assurer que les personnes atteintes d'un handicap sensoriel puissent aussi y accéder. La production d'émissions en langue des signes, avec des sous-titres pour sourds et malentendants et une audiodescription (description audio du déroulement du film) serait abandonnée par des sociétés de production privées à qui cette mission spécifique n'a pas été attribuée. L'accès à la culture, à des informations pour se forger une opinion politique et aux divertissements serait ainsi fortement restreint pour les personnes touchées. De plus cela serait discriminatoire et contraire à la constitution et au droit international. Pour éviter cela, un financement solidaire est requis.

Le sous-titrage et l'audiodescription rendus possibles par les redevances

Grâce aux redevances de réception, les médias concessionnaires mettent aujourd'hui à disposition de nombreuses émissions accessibles aux personnes atteintes d'un handicap sensoriel. Les associations d'aide aux handicapés et la SSR ont conclu l'an dernier un accord selon lequel 1000 heures d'émissions TV seront traduites en langue des signes, 900 heures seront dotées d'une audiodescription et 80 pour cent des émissions seront sous-titrées pour les sourds et malentendants. De plus, grâce aux redevances Billag, les chaînes TV régionales effectuent le sous-titrage d'une partie de leurs émissions d'informations. En cas d'acceptation du «No Billag», cet accord ne serait plus valable et ces prestations seraient entièrement supprimées.

Une initiative au détriment de la formation d'une opinion politique

Des émissions d'informations de qualité à la radio et à la télévision sont essentielles pour les citoyennes et les citoyens atteints d'un handicap sensoriel, car pour pouvoir exercer ses droits démocratiques il est nécessaire de s'informer au préalable. Les émissions d'informations de la radio RTS sont donc particulièrement importantes pour les personnes aveugles, qui ne peuvent se rabattre que difficilement sur les médias imprimés. Et pour les personnes sourdes, le journal télévisé en langue des signes par exemple est la source d'information la plus importante.

Un «oui» à «No Billag» exclurait gravement de la société les personnes atteintes d'un handicap sensoriel. Par conséquent la FSA, la SGB-FSS, l'UCBAVEUGLES, l'USA, Procap et Inclusion Handicap disent clairement non à cette initiative tout à fait contraire à l'esprit de solidarité.

Renseignements:

Caroline Hess-Klein, responsable Département Égalité d'Inclusion Handicap
caroline.hessklein@inclusion-handicap.ch, 076 379 94 72